



La tuberculose se propage dans les prisons

La tuberculose constitue un problème de santé majeur dans les prisons, avertit le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose fin mars, l'organisation s'est inquiétée de la propagation de la tuberculose (TB) multirésistante.

Le CICR appelle les directeurs de prison, les autorités de santé publique et la communauté internationale à être plus attentifs au danger que représente le développement en milieu carcéral d'une forme de TB résistante aux médicaments.

«La tuberculose multirésistante se propage dans le monde à une vitesse inquiétante», a déclaré un médecin au CICR, Raed Abu Rabi, en soulignant que cette maladie mortelle est particulièrement virulente dans les lieux de détention.

La prévalence de la tuberculose dans les prisons peut être jusqu'à 100 fois plus élevée qu'à l'extérieur. Elle s'explique par la surpopulation carcérale, la ventilation insuffisante, la méconnaissance des mesures préventives, l'absence de suivi des malades et le manque de régularité dans la prise de traitements, a indiqué le CICR.

Faute de traitement adéquat, non seulement les personnes atteintes de tuberculose ne guérissent pas, mais encore des souches résistantes de la maladie se développent.

En prison, de plus en plus de patients développent des souches extrêmement résistantes de la maladie. Alors que la tuberculose était auparavant une maladie curable, ces cas deviennent très difficiles à traiter, les médicaments existants n'ayant aucun effet sur certains patients.

L'association de la tuberculose multirésistante et du VIH/Sida ou de l'hépatite C complique encore davantage le problème, selon le docteur Abu Rabi. Le CICR lutte contre la tuberculose dans les prisons du Caucase du Sud, d'Asie centrale et d'Ouganda depuis de nombreuses années. Il travaille également en coopération avec les autorités au Kirghizistan et aux Philippines. ATS

EN BREF

LE DROIT À UN ENVIRONNEMENT SAIN

LAUSANNE De catastrophes en accidents, le droit de l'environnement progresse à petits pas sous la pression des victimes. En se basant sur de grands procès, dont ceux des pétroliers Amoco-Cadiz et Erika, l'avocat français Christian Huglo fera le point mardi 16 avril, 18 h 15, à l'Université de Lausanne (Géopolis). BPZ

LE RÔLE DES RAPPORTEURS DE L'ONU, SELON M. DE SCHUTTER

FRIBOURG Le rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation sera mardi l'invité de l'Université de Fribourg. Le professeur belge Olivier de Schutter évoquera son rôle et celui de ses homologues pour la mise en oeuvre des droits humains internationaux. La conférence aura lieu à 16 h à l'avenue Beauregard 11 (BQC 2.811). BPZ

Un Avril rouge d'incertitudes pour les paysans sans terre

BRÉSIL • Comme chaque année en avril, un cri parcourt le pays, scandé par une marée de paysans coiffés de casquettes rouges: «La réforme agraire, tout de suite!»



Cette année, l'«Avril rouge» des sans-terre du Brésil a débuté en... mars. Avec notamment l'occupation de l'Institut national de la réforme agraire le 8 mars dernier. GZN

GUY ZURKINDEN,
NOSSA SENHORA DA GLÓRIA

Dans les campagnes brésiliennes, avril est «rouge» depuis le tristement célèbre massacre d'Eldorado de Carajas – le 17 avril 1996, 19 membres du Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre (MST) y tombaient sous les balles de la Police militaire de l'Etat du Para (Nord du pays). Dix-sept ans plus tard, c'est un sentiment d'urgence qui domine les manifestations: au sein du MST, mais aussi des autres organisations paysannes, s'installe la prise de conscience qu'une nouvelle impulsion est indispensable à la lutte pour la terre. Les traditionnelles mobilisations d'avril – manif, occupations, sit-in, blocages – s'étendent donc... jusqu'à fin décembre. Des milliers de militants se relayeront toute l'année dans un campement national, installé le 5 mars dernier à proximité du Palais présidentiel de Brasilia.

La situation est critique: pour la réforme agraire, les deux premières années du gouvernement Dilma Rousseff ont été perdues. En 2012, seules trente et une grandes propriétés ont été expropriées pour être redistribuées à des familles paysannes, selon la Pastorale de la Terre. Le chiffre le plus faible des vingt dernières années, loin derrière le président néolibéral

Fernando Henrique Cardoso (1995-2002).

Pendant ce temps, 150 000 familles attendent une terre sous des bâches, sans eau ni électricité. Pour José («Zê») Roberto, dirigeant national du Mouvement des sans-terre, «le Parti des travailleurs (PT), au pouvoir depuis 2003, a renoncé à s'attaquer aux latifundistes et à combattre l'inégale répartition des terres, une des causes structurelles de la pauvreté au Brésil.»

Les statistiques officielles le confirment: la concentration de la terre augmente. En 2011, 1% de propriétaires contrôlaient 53% des domaines agricoles. Alors que 55% de la population rurale vivait sous le seuil de pauvreté, et que 4 millions de familles paysannes ne possèdent pas de terre.

Sous des bâches, avec ou sans PT

Les 223 familles du campement Zumbi dos Palmares, proche d'Aracaju, la capitale de l'Etat de Sergipe (Nord-Est du pays), vivent cette situation dans leur chair: le 12 mars dernier, elles commémoraient seize années d'occupation de la fazenda (grande propriété) dite «Tingui». Seize années passées dans des baraques coiffées d'un plastique noir, chauffées par un soleil de plomb, sous la menace constante d'une expulsion. Le propriétaire, un puis-

sant latifundiste, laissait le terrain à l'abandon. Les occupants, par contre, y produisent des aliments vendus jusque dans les marchés de la capitale. La loi est de leur côté: selon la Constitution, une terre laissée improductive doit être désappropriée. Mais les familles attendent toujours.

Pour Gileno Damascena Silva, dirigeant du MST à Sergipe: «Ce campement illustre la situation. Après seize années de lutte, dont dix sous un gouvernement dirigé par le PT, rien ne bouge. La réforme agraire est bloquée.»

Agronégoce subventionné

La majorité des familles complètent leur revenu avec les programmes d'assistance du gouvernement (*bolsas*). Mais, comme le souligne Dona Iraci, une des coordinatrices de l'occupation: «Les *bolsas* nous permettent de survivre. Nous, ce que nous voulons, c'est travailler une terre qui soit nôtre et gagner dignement notre vie.»

A quelques kilomètres, une mer verte domine le paysage: la canne à sucre. Pour Zê Roberto, c'est là que réside la clé du blocage: «Les gouvernements Lula et Dilma favorisent l'agronégoce, qui associe latifundistes, entreprises transnationales et capital financier, et est devenu un des piliers de l'économie brési-

lienne.» Le secteur pesait 41,2% du chiffre d'affaires des exportations brésiliennes en janvier 2013. Il est arrosé de crédits par le gouvernement: 185 milliards de reais pour la récolte 2012-2013, contre 18 milliards aux petits agriculteurs.

Son avancée est foudroyante: les monocultures de soja, maïs, canne à sucre et l'élevage de bétail concentrent déjà 85% des meilleures terres; à la télévision, Pelé leur tresse des louanges. La réforme agraire, elle, a disparu de l'agenda politique. Et les mouvements sociaux marquent le coup: «Il est plus compliqué de s'attaquer à une grande entreprise qui produit pour le marché mondial, avec l'appui de l'Etat et des médias, qu'à un latifundiste qui laisse ses terres à l'abandon.»

Sans compter qu'une partie de la base sociale du MST est attirée par les sirènes du travail – précaire – dans la construction, sur les immenses chantiers qui se sont multipliés à travers le pays, une autre n'est pas insensible au changement de ton inauguré par Lula: de pestiférés, syndicats et organisations paysannes sont devenus des «interlocuteurs» du gouvernement.

Que faire?

Pour Zê Roberto, c'est une nouvelle période historique qui s'ouvre: «Le MST a été créé dans les années 1980, porté par

une montée des luttes sociales, dans les villes comme les campagnes, qui convergeaient dans le refus de la dictature militaire». Le mouvement a marqué le pays et remporté des succès. Mais son objectif principal, une réforme agraire qui réduise les inégalités sociales, s'éloigne. Paradoxalement au moment où le PT, qui a émergé du même cycle de luttes, s'est hissé au gouvernement. Mais les temps et les acteurs sociaux changent. Il faut en prendre acte: «Nous devons trouver de nouvelles stratégies, sans perdre nos valeurs.»

Le processus de rénovation est lancé. Les clameurs du «long avril» de 2013 retentiront jusqu'au 6^e Congrès du MST, qui réunira 20 000 de ses militants en janvier 2014 à Brasilia. Réussiront-elles à donner un nouveau souffle à la lutte pour la démocratisation de la terre – et donc de la société – au Brésil? I

¹ Estado de São Paulo, 18 février 2012

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

La FGC regroupe une soixantaine d'associations engagées dans la solidarité Nord-Sud. Elle soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC, ni la Ville de Genève. www.fgc.ch